

Cgt-Educ'Action 06



34 bd Jean Jaurès 06300 Nice
06.62.01.08.93 2degre06@cgteducationnice.org



DECLARATION PRÉALABLE DE LA CGT EDUC'ACTION AU CAEN DU 10 FEVRIER 2014

Le CDEN des Alpes Maritimes du 18 février va entériner la nouvelle organisation des rythmes scolaires d'environ 80 communes du département dont certaines ont fait des propositions ne facilitant vraiment pas la vie des parents ni celle des enfants ou des enseignant-e-s. Cette pseudo réforme conduite en marche forcée contre l'avis de tous, rompant avec le cadre national de l'école, ne peut pas en tout état de cause être mise en place. Nous rappelons que la CGT Educ'action est pour l'abandon de cette réforme et l'ouverture d'une négociation pour une autre réforme.

Dans la déclaration liminaire du dernier CTA la CGT Educ'action rappelait que l'attente des personnels était que M. Peillon remette rapidement en cause les différentes réformes Chatel ainsi que toutes celles qui ont dégradé les conditions de travail des personnels et des élèves (réforme STI2D, réforme du bac pro trois ans, etc.). Malheureusement la seule annonce ministérielle depuis cette date est le renoncement sans concertation ni explication à une des rares propositions pouvant améliorer la réussite des élèves de lycée professionnel, à savoir la réduction de 4 semaines des Périodes de Formation en Milieu Professionnel.

Dans le même temps, n'écouter pas l'avis du Conseil Constitutionnel, le gouvernement maintient son projet de redistribution de la Taxe d'Apprentissage au détriment des lycées professionnels et technologiques.

La CGT-Éduc'action exige du gouvernement qu'il cesse sa promotion idéologique de l'Apprentissage. Cette promotion provoque une concurrence inégale en défaveur des lycées professionnels : c'est l'enseignement professionnel public sous statut scolaire qui se retrouve en danger !

La CGT-Éduc'action exige du gouvernement qu'il mette en place une réelle relance de l'enseignement professionnel public.

Nous regrettons que notre ministre s'entête à vouloir attacher son nom à une réforme qui, à force de céder à différents lobbys, dont celui du tourisme, n'a pratiquement plus rien à voir avec ses fondements alors que là où il y avait urgence, collège et lycée, c'est le point mort.

Les moyens reçus par l'Académie, tant pour le primaire que pour le secondaire, suffiront à peine à absorber la hausse démographique ce qui fait que ce n'est pas à la rentrée 2014 que nous pourrions mettre en place les quelques maigres annonces du ministère (accueil des moins de 3 ans, plus de maîtres que de classes, heures d'aide en collège, ...).

S'il est logique que les régions coordonnent les services d'orientation à destination des publics non scolaires dans le cadre de la mise en place du SPRO (Service Public Régional de l'Orientation), la CGT Educ'action rappelle ici son attachement au service public d'orientation scolaire qui doit perdurer à travers une politique nationale des CIO, au sein de l'Éducation nationale. Nous nous opposons tant à la fermeture de CIO qui éloigne ces structures des usagers qu'à leur régionalisation.

Les annonces faites par le gouvernement sur l'Education Prioritaire vont dans le bon sens mais restent très limitées quant au nombre d'établissements concernés et introduisent un grade supplémentaire, le GRAF, dont nous refusons le principe même.

Nous n'en apprécions que d'autant plus les réalisations de la Région visant la réussite pour toutes et tous. Que ce soit par l'effort financier que représentent les CVLA ou les démarches partenariales sur la prévention des ruptures associant les Académies, le Ministère de la Justice, les Missions Locales, la Région montre la voie à suivre.

**Ce ne sont plus de grands discours ambitieux que nous attendons de notre ministre
mais des moyens et des actes !**